

# DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018



Ville de  
**GIEN**

*Ville de Gien*



# CONTEXTE NATIONAL



# PERSPECTIVES INTERNATIONALES 2018

## *Les grandes tendances*

- La croissance mondiale repasserait très légèrement au dessus de sa moyenne de long terme l'an prochain (+3,6 % en 2018 après +3,3 % cette année).
- Les Etats-Unis ont connu un coup de frein début 2017. La croissance a accéléré au 2ème trimestre. Ces deux moteurs devraient soutenir l'économie le reste de l'année, permettant d'atteindre une croissance du PIB légèrement supérieure à 2% en 2017. Pour 2018, le Président Trump devrait parvenir à mettre en place une petite partie du vaste plan de relance qu'il avait promis durant sa campagne électorale. Ce plan de relance bonifierait la croissance de 0,5 point, la portant à 2,3 % en 2018. Par ailleurs, la Fed procéderait à trois hausses de taux directeur en 2017, en juin, septembre et décembre



# PERSPECTIVES INTERNATIONALES 2018

## *Les grandes tendances*

- Au Japon, la croissance resterait un peu supérieure à 1 % l'an en 2017 et 2018.
- En Chine, prévision d'une décélération modérée de la croissance, à 6,6 % en 2017 et 6,4 % en 2018. Les soutiens publics à l'investissement, massifs en 2016, s'atténuent. La politique monétaire se resserre peu à peu car les autorités cherchent à reprendre le contrôle des risques financiers et de l'endettement excessif des entreprises. Les restrictions aux achats immobiliers dans les très grandes villes devraient freiner l'activité dans le bâtiment. Néanmoins, le ralentissement de la croissance sera sans doute beaucoup amorti par l'expansion des services et, dans l'industrie, par la montée en gamme et la diversification des activités. Les exportations resteraient un soutien substantiel. Le risque que l'administration Trump prenne des mesures protectionnistes drastiques à l'encontre de la Chine a beaucoup diminué.

# PERSPECTIVES INTERNATIONALES 2018

## *Les grandes tendances*

- Dans la zone euro, la croissance ralentirait pour atteindre 1,7 % en 2018 après 1,9 % en 2017. La consommation reprendrait durablement, sous l'effet notamment de créations nettes d'emplois positives pour le onzième trimestre consécutif. L'investissement des entreprises, qui a déjà progressé depuis 2014, resterait dynamique mais sans accélérer.
- L'inflation devrait être en légère hausse courant 2018, sous l'hypothèse d'une remontée graduelle du prix du pétrole.
- La BCE annoncerait au 4ème trimestre 2017 une réduction de ses achats d'actifs à partir de janvier 2018.



# PERSPECTIVES MACRO-ECONOMIQUES 2018

- Les chiffres clés pris en compte dans le projet de loi de finances 2018

**Baisse des dépenses publiques :**  
 -16 milliards d'euros  
 dont -5,5 pour la Sécurité sociale

**Baisse des impôts :**  
 -7 milliards

## Par rapport à 2017

 À la hausse

Défense : +1,8 mds

Enseignement sup : +0,7 mds

Justice : +3,8%

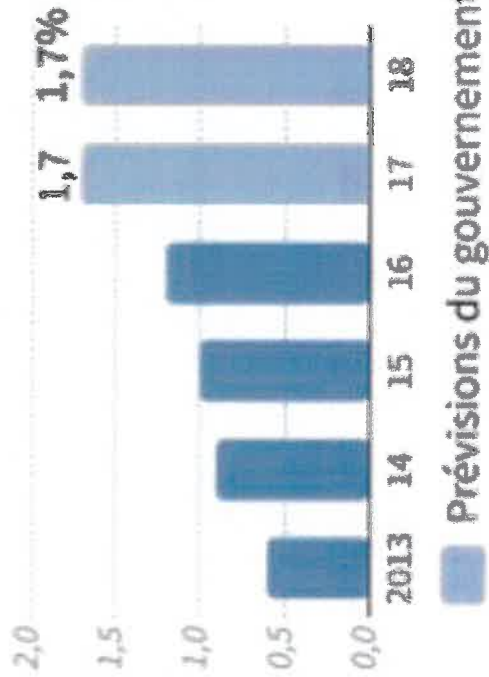
 À la baisse

Logement : -1,7 mds

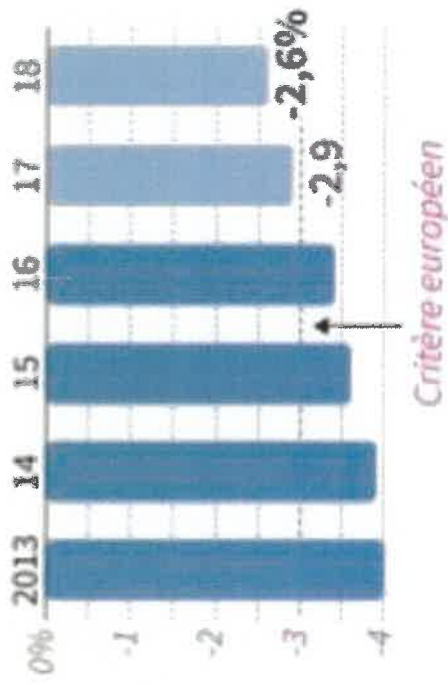
Emploi : -1,5 mds

Fonction publique : -1 600 postes

Basé sur une croissance du PIB  
de 1,8%



Déficit public  
prévu sous les 3%



# PERSPECTIVES MACRO-ECONOMIQUES 2018

## ► Les grandes mesures dans le PLF 2018

**Dépenses publiques** - 16 milliards d'euros

**Baisses d'impôts** 10 milliards d'euros

**Déficit des finances publiques** 2,6%

**CRÉATION DU PRÉLÈVEMENT FORFAITAIRE UNIQUE**  
Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018

Taxe sur les cessions de produits d'épargne

à partir de :

**150 000 €** détenus par 1 personne seule,  
**300 000 €** pour 1 couple (sauf Livret A, PEA et PEL ouvert avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018).

**CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'EMPLOI À DOMICILE**

- Plafond déductible de l'impôt sur le revenu pour l'employeur : **10 000 €** max.
- Pour ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu : remboursement de 50% des dépenses effectuées (15 000 € max. la 1<sup>re</sup> année, 12 000 € / an ensuite).

**EMPLOI**

- Baisse du nombre de contrats aidés : 200 000 en 2018 contre 320 000 en 2017.
- Suppressions de postes à Pôle emploi.

**L'ISF DEVIENT L'IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE**

- Résidence principale n'en sera pas exclue (mais abattement de 30%).
- Emprunt restant à rembourser vient en déduction.

**TAXES SUR LE DIESEL...**

Hausse de 10% (soit 7,6 centimes d'€/litre).  
.. et sur l'essence (environ 3,9 centimes d'€/litre).

**LOGEMENT**

Recentrage sur les zones tendues des dispositifs fiscaux (prêt à taux zéro, loi Pinel).

**SANTÉ**

Baisse des dépenses grâce à :

- baisse du prix des médicaments,
- promotion des génériques,
- moins de nuits à l'hôpital,
- plus de soins en ville,
- lutte contre la fraude.

**€ HAUSSE DE LA CSG**

Hausse de 1,7% le 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur tous les revenus versés en France. Pour les salariés, baisse des cotisations chômage et maladie pour compenser (- 2 points en janvier, -1,15 point en octobre).

**SUPPRESSION DE LA TAXE D'HABITATION**

Juqu'aux plafonds de revenus suivants:  
27 000 € max. pour 1 célibataire,  
43 000 € max. pour 1 couple  
55 000 € max. pour 1 couple + 2 enfants.

**BAISSE DES APL**

- Baisse de **5 €** dès le 1<sup>er</sup> octobre 2017.
- + nouvelle baisse à venir.

**FONCTIONNAIRES**

- Gel du point d'indice.
- Jour de carence rétabli.
- Suppression de 1 600 postes... .. 120 000 sur le quinquennat.

**Dont - 3 milliards d'euros pour les collectivités**

# PERSPECTIVES MACRO-ECONOMIQUES 2018

- ▶ *La réalité des dépenses de l'état :*  
crédits des ministères PLF 2017 = **+4,4 %**  
versements aux collectivités locales = **- 6%**

## Dépenses de l'État

CP, en Md€	LFI 2016	PLF 2017 (format constant)	PLF 2017 (format courant)
Dépenses des ministères	224,7	232,1	234,4
Crédits des ministères	216,1	223,4	225,6
Taxes affectées plafonnées	8,6	8,7	8,8
dont taxes affectées	9,1	9,1	9,2
dont contributions exceptionnelles	-0,4	-0,4	-0,4
Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne	20,2	19,1	19,08
<b>Total hors dette, pensions et concours aux collectivités locales</b>	<b>244,9</b>	<b>251,2</b>	<b>253,5</b>
Transferts aux collectivités locales (PSR et mission RCT*)	50,3	47,4	47,3



x6322



# PERSPECTIVES MACRO-ECONOMIQUES 2018

- ▶ *La réalité des dépenses de l'état :*  
 crédits des ministères PLF 2018 = **+2,6 %**  
 reversements aux collectivités locales = **- 0,6 %**

En milliards d'euros	LFI 2017	LFI 2017 (format PLF 2018)	2018	2019	2020
Crédites ministères	234,6	236,0	240,5	241,8	246,9
Taxes affectées plafonnées	9,6	9,3	9,0	8,9	9,0
Comps spéciaux pilotables et buets annexes*	13,3	13,3	13,3	13,8	14,1
Retraitements des flux internes au buiet de l'Etat	-5,8	-5,8	-5,8	-5,9	-5,9
Économies complémentaires Action publique 2022					-4,5
<b>Norme dépenses pilotables (1)</b>	<b>251,7</b>	<b>252,8</b>	<b>256,9</b>	<b>258,6</b>	<b>259,7</b>
<i>blution annuelle en volume</i>			0,6%	-0,4%	-1,0%
Prélèvement sur recettes au profit des collectivités territoriales et TVA affecte aux régions	44,4	44,5	44,4	44,6	44,9
Dépenses des comptes spéciaux au prt des collectivités territoriales**	2,6	2,6	2,5	2,5	2,6
<b>Transrts aux collectivités territoriales (2)</b>	<b>47,0</b>	<b>47,1</b>	<b>47,0</b>	<b>47,1</b>	<b>47,5</b>



**PROJET DE LOI DE FINANCES  
POUR 2018  
ET  
PROJET DE LOI DE  
PROGRAMMATION 2018-2022**

2018

2019



# PLF 2018 LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022

## Dotation Globale de Fonctionnement :

Conformément aux annonces du gouvernement, il n'est donc pas programmé en 2018 de baisse nette des dotations, mais une sorte de « contrat de confiance » entre l'État et les collectivités : **les dépenses de fonctionnement ne devraient pas augmenter de + 1,1 % (y compris inflation) pour ne pas perdre de DGF (et dans le cas contraire il y aurait un malus).**

Objectif de l'évolution des dépenses de fonctionnement	PLF 2018
Collectivités territoriales (toutes confondues)	1,2%
<b>Bloc communal / EPCI et communes</b>	<b>1,1%</b>
Département	1,4%
Région	1,2%

Le texte initial du PLF propose également une augmentation de 190 millions des enveloppes destinées à la péréquation au sein de la DGF : + 90 millions pour la DSU, + 90 millions pour la DSR et + 10 millions pour les départements. Cette hausse est financée par les collectivités locales elles-mêmes puisque la moitié est financée par des redéploiements au sein de la DGF et l'autre moitié par les dotations servant de variables d'ajustement.

# PLF 2018

## LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022

### Taxe d'habitation :

L'article 3 du PLF 2018 prévoit un dégrèvement progressif de taxe d'habitation pour environ 80% des contribuables sur la période 2018-2020. Le montant de la TH sera réduit de 30% en 2018, 65% en 2019, et 100% en 2020. L'Etat remboursera ces dégrèvements aux communes et aux EPCI dans la limite des taux et des abattements en vigueur pour les impositions de 2017. Les éventuelles augmentations de taux ou diminutions/suppressions d'abattements étant supportées par les contribuables.

### DCRTP (dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle) :

Cette dotation destinée aux perdants de la suppression de la taxe professionnelle devait être gelée mais dans le PLF 2018, la DCRTP devrait diminuer (au total, la DCRTP serait réduite de 3,1 milliards à 2,86 milliards d'euros)

# PLF 2018

## LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022

### FPIC :

L'article 61 prévoit le maintien du FPIC à hauteur de 1 milliard d'euros à compter de 2018 (le texte prévoyant aujourd'hui une hausse du fonds à hauteur de 2% de l'ensemble des recettes fiscales du bloc local, soit 1,2 Md€ à compter de 2018).

### DETR et Fonds d'investissement :

L'article 59 prévoit le maintien des montants alloués à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) à son niveau de 2017 (soit 996 M€) pour les investissements des communes et groupements situés essentiellement en milieu rural, tout comme la dotation politique de la ville (DPV) soit 150 M€.

En ce qui concerne la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) instituée en faveur des communes et des EPCI, le PLF 2018 pérennise cette dotation dont le montant total s'élèvera à 665 M€ en 2018.



# PLF 2018 LOI DE PROGRAMMATION 2018-2022

## Taux d'endettement (article 24 de la loi de programmation – PLPPF) :

Renforcement de la « règle d'or » avec l'inscription dans le CGCT d'un ratio d'endettement plafond (exprimé en années) – compris entre 11 et 13 ans pour les communes de plus de 10 000 habitants

=> Encours de dette (31/12) / Épargne brute (Budget principal + budgets annexes)

En cas de non respect du ratio de référence : obligation de présenter un rapport avec une trajectoire de réduction de l'écart.

En cas d'absence de rapport ou de non respect de la trajectoire : saisine de la CRC



**En conclusion : Beaucoup  
d'interrogations entraînant  
un manque de visibilité ...**

# **SITUATION PROSPECTIVE DE LA VILLE DE GIEN ET HYPOTHESES POUR LE BUDGET 2018**



# RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

- Ventes de produits :

<i>Produits des services</i>	Réalisé 2016	Projection 2017	Proportion DOB 2018
Concession	23 952 €	21 900 €	21 900 €
Occupation domaine public	108 963 €	85 828 €	90 000 €
Ecole de musique / école d'art	58 970 €	58 580 €	58 580 €
Utilisation des équipements sportifs non couverts	13 363 €	13 467 €	13 000 €
Repas à domicile (personnes âgées)	191 415 €	153 104 €	160 000 €
Cantine et Périscolaire	321 030 €	306 186 €	310 000 €
Budgets Annexes (CCAS / Transport)	212 330 €	234 000 €	234 000 €
Refacturation frais mise à disposition de personnel à la CDCG	268 311 €	280 080 €	280 080 €
Remboursement d'autres redevables (dont CDCG)	64 988 €	73 012 €	73 012 €
Médiathèque	10 943 €	8 952 €	9 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 274 264 €</b>	<b>1 235 108 €</b>	<b>1 249 572 €</b>

- Autres produits des immeubles

<i>Autres produits des immeubles</i>	Réalisé 2016	Projection 2017	Proportion DOB 2018
Loyer	156 390 €	155 884 €	155 884 €
Location de salles	7 867 €	9 541 €	9 541 €
<b>TOTAL</b>	<b>164 257 €</b>	<b>165 425 €</b>	<b>165 425 €</b>



# RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

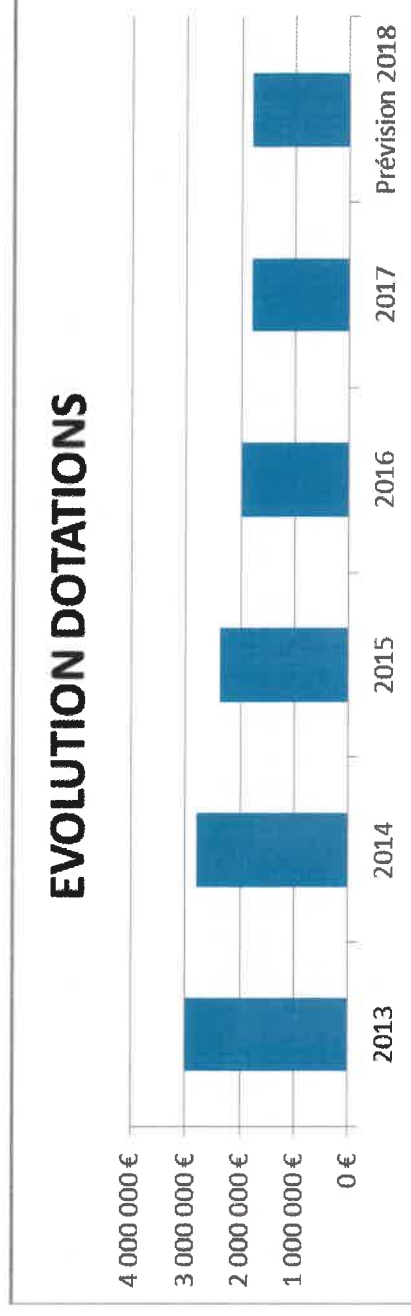
- Impôts et taxes :
- 0 % (pas d'augmentation des taux)

<i>Impôts et taxes</i>	Réalisé 2016	Projection 2017	Proposition DOB 2018
Taxes Foncières et Habitation (particulier)	6 740 023 €	6 735 181 €	6 735 181 €
Autres impôts locaux	109 187 €	109 187 €	109 187 €
Attribution de compensation versée par la CDCG	2 382 460 €	2 377 660 €	2 377 660 €
FNGIR (fonds national de garantie individuelle des ressources)	315 200 €	315 200 €	315 200 €
Droits de stationnement	23 406 €	18 451 €	18 451 €
Taxe sur pylones	189 212 €	194 557 €	194 557 €
Taxe sur la consommation finale d'électricité	231 290 €	227 998 €	227 998 €
Taxe sur les déchets stockés	98 721 €	112 511 €	112 511 €
Taxe locale sur les publicités	68 694 €	65 000 €	65 000 €
Taxe additionnelles aux droits de mutation	278 286 €	254 890 €	254 890 €
<b>TOTAL</b>	<b>10 436 478 €</b>	<b>10 410 635 €</b>	<b>10 410 635 €</b>

# RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

- Dotations :

EVOLUTION DOTATIONS	2013	2014	2015	2016	2017	Prévision 2018
Dotation de Base	2 654 338 €	2 615 152 €	2 380 355 €	1 981 007 €	1 528 037 €	1 528 037 €
Dotation de solidarité urbaine (DSU)	335 485 €	339 846 €	342 905 €	346 334 €	438 193 €	438 193 €
Prélèvement redressement finances publiques		-147 087 €	-352 501 €	-355 310 €	-158 074 €	-158 074 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 989 823 €</b>	<b>2 807 911 €</b>	<b>2 370 759 €</b>	<b>1 972 031 €</b>	<b>1 808 156 €</b>	<b>1 808 156 €</b>



# DEPENSES DE FONCTIONNEMENT:

- **Charges à caractère général** :
  - Diminution de 160 000 € du fait du retrait de la participation de la contribution aux eaux pluviales
- **Charges de personnel**
  - +0 % par rapport à 2017
  - Les économies générées par les départs permettront de mettre en place des externalisations
- **Autres charges**
  - Subventions aux associations : l'enveloppe au global reste constante



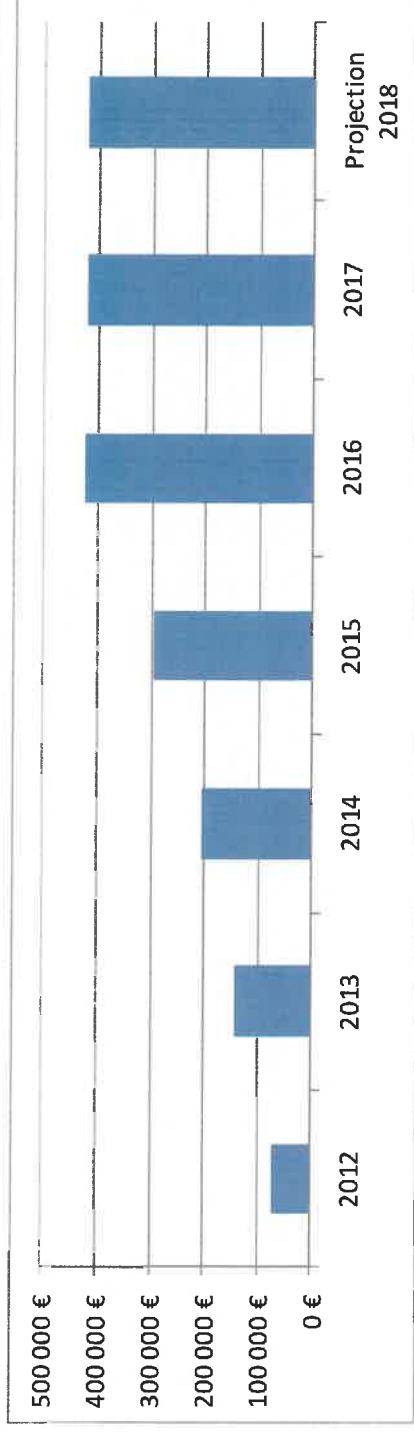
X'51'83'

# DEPENSES DE FONCTIONNEMENT:

- Atténuations de produits :
- Fonds National de Péréquation des ressources Intercommunales (FPIC) : stable

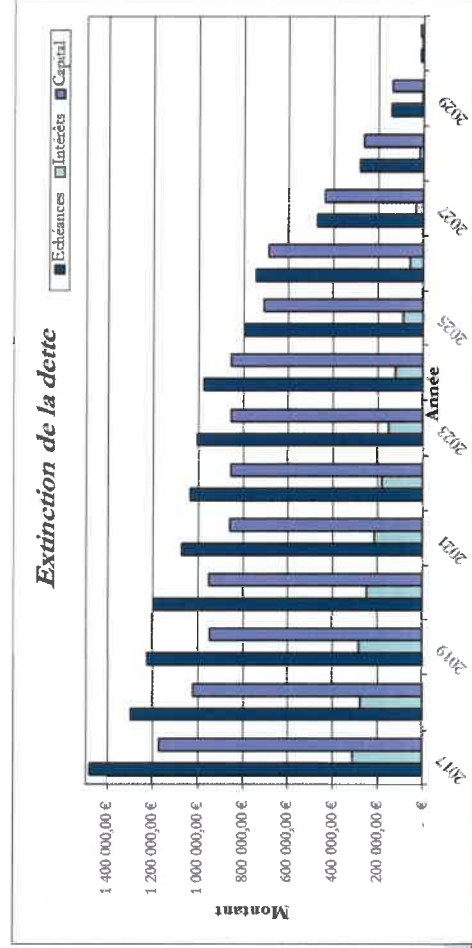
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Projection 2018	TOTAL
FPIC	71 701 €	141 908 €	207 901 €	297 012 €	425 192 €	422 131 €	422 131 €	1 987 976 €

Le PLF 2018 confirme le gel de l'enveloppe globale du FPIC pour 2018 (article 61)



# Gestion de la dette (tous budgets)

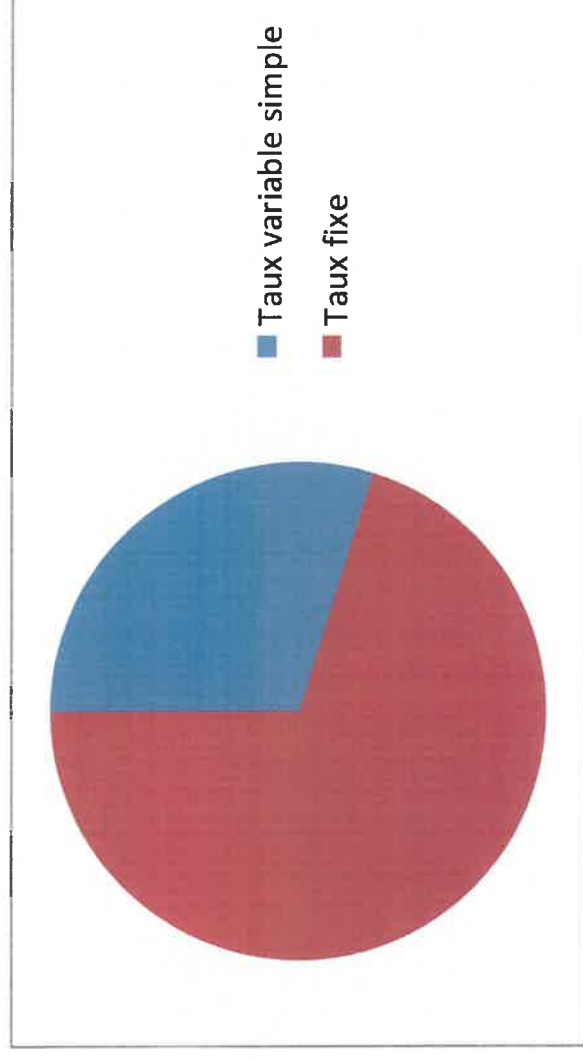
ANNÉE	CAPITAL RESTANT DU	ÉCHÉANCES A PAYER AU COURS DE L'EXERCICE	DONT	
			INTÉRÊTS	CAPITAL
2017	9 794 325,96 €	1 480 668,76 €	307 357,01 €	1 173 311,75 €
2018	8 621 014,21 €	1 299 067,81 €	277 485,35 €	1 021 582,46 €
2019	7 599 431,75 €	1 228 298,17 €	279 954,69 €	948 343,48 €
2020	6 651 088,27 €	1 195 846,89 €	246 207,88 €	949 639,01 €
2021	5 701 449,26 €	1 073 395,85 €	212 442,93 €	860 952,92 €
2022	4 840 496,34 €	1 035 965,97 €	181 347,27 €	854 618,70 €
2023	3 985 877,64 €	1 006 407,61 €	150 437,44 €	855 970,17 €
2024	3 129 907,47 €	977 017,22 €	119 676,37 €	857 340,85 €
2025	2 272 566,62 €	798 976,75 €	88 551,81 €	710 424,94 €
2026	1 562 141,68 €	749 185,47 €	59 668,70 €	689 516,77 €
2027	872 624,91 €	470 159,45 €	32 226,11 €	437 933,34 €
2028	434 691,57 €	279 860,80 €	16 194,23 €	263 666,57 €
2029	171 025,00 €	144 000,94 €	5 850,94 €	138 150,00 €
2030	32 875,00 €	14 419,31 €	1 269,31 €	13 150,00 €
<b>TOTAL</b>		<b>11 753 271,00 €</b>	<b>1 978 670,04 €</b>	<b>9 774 600,96 €</b>



# Gestion de la dette :

## Structure de la dette :

	Capital restant dû au 31/12/2017	en %
Taux variable simple	2 918 709 €	29,80%
Taux fixe	6 875 617 €	70,20%
<b>Total</b>	<b>9 794 326 €</b>	



# DEPENSES INVESTISSEMENT:

	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	Total
Site internet							0
Informatique + licences	40 200	44 500	50 000	50 000	50 000	50 000	284 700
Sports	191 035	80 000					271 035
Arrabloy (épicerie)	20 000						20 000
Travaux dans les écoles (yc câblage)	104 886	38 000					142 886
Aménagement Espace Gonnat + accessibilité	245 854	-30 000					215 854
Aménagement pôle social rue des tulipes / centre administratif	100 000						100 000
Police municipale (transfert à Anne de Beaujeu en 2018)	61 000	31 711	81 000				173 711
Achat et Déconstruction FJT + aménagement	287 394		50 000				337 394
Étanchéité Salle Cuiry	5 000	900 000	400 000				1 305 000
Aménagement parking Jean Jaurès suite à travaux CV de Gien + étanchéité Anne de Beaujeu		254 000	175 000	175 000			604 000
Achat "préfabriqués" centre ville + démolition		80 000	160 000				240 000
Maison des Alix	60 000		400 000	540 000			1 000 000
Eglise d'Arrabloy		10 000					10 000
Démolition Maison pour tous (ancienne salle de boxe) + aménagement		50 000	40 000				90 000
ANRU (espaces verts)						300 150	300 150
Achat et aménagement de la Poste => show Room faïencerie			400 000	400 000			800 000
ADAP (accessibilité)			150 000	150 000	150 000	150 000	600 000
Autres investissements	204 642	50 500	200 000	200 000	200 000	200 000	1 055 142
<b>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 320 011</b>	<b>1 508 711</b>	<b>2 106 000</b>	<b>1 515 000</b>	<b>400 000</b>	<b>700 150</b>	<b>7 549 872</b>



# PROSPECTIVES :

PROSPECTIVE	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
	Réalisé	Projection	Budget	Budget	Budget	Budget
RECETTES COURANTES DE FONCT.	14 648 541	14 429 041	14 222 941	14 103 076	14 103 076	14 103 076
DEPENSES DE GESTION	12 908 845	13 088 752	12 928 752	12 903 752	12 903 752	12 903 752
<b>1 - EPARGNE DE GESTION</b>	<b>1 739 696</b>	<b>1 340 289</b>	<b>1 294 189</b>	<b>1 199 324</b>	<b>1 199 324</b>	<b>1 199 324</b>
intérêts de la dette	330 274	309 011	286 153	254 262	223 485	223 485
intérêts de la dette nouvelle	0	0	64 800	111 600	109 200	127 200
<b>2 - EPARGNE BRUTE</b>	<b>1 409 422</b>	<b>1 031 278</b>	<b>943 237</b>	<b>833 461</b>	<b>866 639</b>	<b>848 639</b>
remboursement en capital	1 398 157	1 091 300	1 100 337	1 170 084	1 201 261	1 291 261
<b>3 - EPARGNE DISPONIBLE</b>	<b>11 265</b>	<b>-60 022</b>	<b>-157 101</b>	<b>-336 623</b>	<b>-334 622</b>	<b>-442 622</b>
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	1 320 011	1 508 711	2 106 000	1 515 000	400 000	700 150
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2 138 619	1 658 621	571 076	416 569	429 906	237 685
emprunt	0	0	1 800 000	1 500 000	300 000	900 000
<b>5 - RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE</b>	<b>829 873</b>	<b>89 887</b>	<b>107 975</b>	<b>64 946</b>	<b>-4 715</b>	<b>-5 087</b>
<b>6 - EXCEDENT DE CLOTURE</b>	<b>922 784</b>	<b>359 874</b>	<b>107 975</b>	<b>64 946</b>	<b>-4 715</b>	<b>-5 087</b>
<b>ENDETTEMENT (y compris budgets annexes)</b>	<b>10 885 626</b>	<b>9 794 326</b>	<b>10 493 989</b>	<b>10 823 905</b>	<b>9 922 644</b>	<b>9 531 383</b>
endettement/épargne brute (ans)	8	9	11	13	11	11





# Gestion du personnel :

## Evolution des effectifs :

	Au 31/12/2013		Au 31/12/2014		Au 31/12/2015		Au 31/12/2016		Au 01/10/2017	
	Nombre agents	ETP	Nombre agents	ETP	Nombre agents	ETP	Nombre agents	ETP	Nombre agents	ETP
CDCG	61	60	63	61	197	193	196	189	199	193
Ville de Gien	350	315	336	312	185	162	175	149	171	145
<b>TOTAL</b>	<b>411</b>	<b>374</b>	<b>399</b>	<b>372</b>	<b>382</b>	<b>354</b>	<b>371</b>	<b>338</b>	<b>370</b>	<b>337</b>

# Gestion du personnel :

## Evolution des dépenses de personnel :

	CA 2013			CA 2014			CA 2015			CA 2016		
	Ville de Gien	CDCG	TOTAL	Ville de Gien	CDCG	TOTAL	Ville de Gien	CDCG	TOTAL	Ville de Gien	CDCG	TOTAL
Recettes Mise à dispo	10 620 751	2 165 806	12 786 556	10 853 269	2 183 047	13 036 315	9 412 830	4 952 094	14 364 924	7 836 015	7 855 589	15 691 604
Club plage	-13 544		-13 544	-13 797		-13 797			0			0
Mutualisation Direction / Cabinet			0			-35 984			-192 000			-212 010
Services communs et mutualisation						-35 984			-192 000			-212 010
Refacturation Droit du sol									-967 000			-2 119 282
Refacturation Association sport / OT									-11 100			-22 418
Recettes CAE et emplois avenir	-152 058		-152 058	-231 711		-231 711	-127 568		-256 238			-162 043
<b>TOTAL</b>	<b>10 455 149</b>	<b>2 165 806</b>	<b>12 620 955</b>	<b>10 607 761</b>	<b>2 147 062</b>	<b>12 754 824</b>	<b>9 164 664</b>	<b>3 653 324</b>	<b>12 817 988</b>	<b>7 632 403</b>	<b>5 300 852</b>	<b>12 933 255</b>

### *Dont refacturation des Communes rurales compensées par l'AC*

Les Choux	1 834		1 834			1 834			4 184			8 815
Poilly Lez Gien	6 246		6 246			6 369			43 169			89 508
Langesse									4 878			9 755
Coullons			3 706			3 706			33 133			50 390
le Moulinet sur Solin									858			1 762
Nevoy						2 735			24 102			40 296
Saint Martin						684			12 303			50 181
Saint Brisson									14 328			29 073
Boismorand						3 716			6 437			10 780
Saint Gondon						1 251			19 111			24 208
<b>TOTAL</b>			<b>11 787</b>			<b>20 296</b>			<b>162 502</b>			<b>314 768</b>

<b>Suivi des dépenses de personnels (hors refacturation communes rurales)</b>	<b>12 609 168</b>	<b>12 734 527</b>	<b>12 655 486</b>	<b>12 618 487</b>
---	-------------------	-------------------	-------------------	-------------------